

**Marché Public de Services**

**Communauté d'Agglomération**

**Grand Calais, Terres et Mers**

**Direction du Pôle des Moyens Opérationnels**

**Diagnostics, contrôles et essais sur les réseaux  
d'assainissement**

Accord-cadre mono attributaire à bons de commande

**Règlement de consultation**

**Date limite de réception des offres :**

**Vendredi 24 novembre 2017 à 11h30**

# SOMMAIRE

## Article 1er. Objet de la consultation

- 1.1. Objet de la procédure
- 1.2. Objet des prestations
- 1.3. Lieu d'exécution des prestations
- 1.4. Divisions en lots et en tranches
  - 1.4.1. Lots
  - 1.4.2. Tranches
- 1.5. Forme du marché
- 1.6. Délai d'exécution

## Article 2. Conditions de la consultation

- 2.1. Pouvoir adjudicateur
- 2.2. Organisation du pouvoir adjudicateur
- 2.3. Etendue de la consultation :
- 2.4. Justification du choix de la procédure
- 2.5 - Limitation du nombre de candidats
- 2.6. Organisation de la consultation
  - 2.6.1. Dossier de consultation
  - 2.6.2. Visite du (des) site(s) ou des locaux
- 2.7. Modifications de détails au dossier de consultation
- 2.8. Délai de validité des offres
- 2.9. Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement
- 2.10. Variantes
- 2.11. Options
- 2.12. Marché réservé

## Article 3. Présentation des offres

## Article 4. Conditions d'envoi ou de remise des offres

## Article 5. Examen des offres et attribution du marché

- 5.1 Critères d'attribution
- 5.2 - Attribution du marché

## Article 6. Renseignements complémentaires

## Article 7. Clauses complémentaires

## Article 1er. Objet de la consultation

### 1.1. Objet de la procédure.

La consultation a pour objet l'exécution des prestations suivantes :

« Diagnostics, contrôles et essais sur les réseaux d'assainissement »

Les besoins de la personne publique sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)..

### 1.2. Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est lancé selon les dispositions des articles 25-I-1° et 67 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### 1.3. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront effectuées sur le territoire de la communauté d'agglomération Grand Calais, Terres & Mers.

### 1.4. Divisions en lots et en tranches

#### 1.4.1. Lots

Les prestations sont divisées en deux lots, attribués par marché unique, selon la répartition figurant dans le cahier des clauses administratives particulières.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation de l'offre. Cependant, après l'attribution du marché, la personne signataire du marché pourra exiger que le titulaire adopte la forme juridique suivante : groupement solidaire.

#### 1.4.2. Tranches

Les prestations ne sont pas divisées en tranches.

### 1.5. Forme du marché

Les deux lots prendront la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, sans minimum ni maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande et passé dans le cadre des dispositions de l'article 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

## Article 2. Conditions de la consultation

### 2.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur contractant est :

- la Communauté d'Agglomération GRAND CALAIS Terres et Mers,

L'autorité compétente est :

- Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération GRAND CALAIS Terres et Mers

### 2.2. Organisation du pouvoir adjudicateur

Le service chargé de la procédure est :

- la Communauté d'Agglomération GRAND CALAIS, Terres et Mers,
- Service Marchés

- 76 boulevard Gambetta, CS 40 021,
- 62101 CALAIS

## 2.3. Organisation de la consultation

### 2.3.1. Dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- ◇ acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- ◇ règlement de consultation, commun aux deux lots ;
- ◇ cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun aux deux lots ;
- ◇ cahier des clauses techniques particulières (CCTP), un par lot ;
- ◇ Bordereau des Prix Unitaires, un par lot ;
- ◇ Détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s), devant servir à l'analyse des prix, à compléter par les candidats (un par lot) ;
- ◇ Liste de matériels, à compléter par le candidat (une par lot).

## 2.4. Modifications de détails au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détails au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## 2.6. Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

Sans objet.

## 2.7. Variantes

Les variantes par rapport aux spécifications du cahier des charges ne sont pas autorisées.

## 2.8. Prestations supplémentaires éventuelles (options)

Le présent marché ne comporte pas de PSE (options).

# Article 3. Présentation des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

- ◆ **A - Justifications à produire prévues à l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ; le candidat devra en particulier fournir :**
  - Justifications à produire quant à la situation juridique
    - ◇ Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (formulaire DC1) ou, à défaut d'utiliser l'imprimé DC1, :
    - ◇ Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :
      - ▽ le nom et l'adresse du candidat ;
      - ▽ éventuellement le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s) ;
      - ▽ si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;
    - ◇ Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

- ◇ Déclaration du candidat (formulaire DC2 ou équivalent sous forme libre)
  - ◇ Déclaration sur l'honneur prévue à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016
  - ◇ Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
  - ◇ Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières
- **Justifications à produire quant à la capacité économique et financière**
    - ◇ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
    - ◇ Bilans ou extraits de bilans des trois dernières années si le candidat est assujéti à l'obligation d'établir des bilans en vertu de la loi
- **Justifications à produire concernant les références professionnelles et la capacité technique**
    - ◇ Liste des prestations exécutés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes.  
Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
    - ◇ Certificat(s) de qualité ou de capacité délivré(s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques
    - ◇ **Présentation de l'accréditation « COFRAC » pour le lot n°2 « contrôle et essais de réception sur les réseaux d'assainissement », en l'absence de celle-ci l'entreprise sera éliminée.**
- ◆ **B - Le projet de marché (1 par lot) comprenant :**
    - un acte d'engagement - document(s) joint(s) à compléter, dater et signer ;
    - Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ci-joint ;
    - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ci-joint ;
    - Le bordereau des prix unitaires, cadre ci-joint dont tous les postes doivent être obligatoirement chiffrés ;
    - Le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s), devant servir à l'analyse des prix, à compléter par les candidats ;
  - ◆ **C – Un mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des prestations : ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat. En particulier, il pourra y être joint les documents ou renseignements énoncés à l'article 5 du présent règlement**

## Article 4. Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- ◆ transmises par voie électronique sur le site électronique : [www.klekoon.com](http://www.klekoon.com)
- ◆ présentées sur support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.
- ◆ présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

Le retrait ou la consultation du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des offres par voie électronique.

La transmission des offres par message électronique n'est pas autorisée.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement.

### **Transmission par voie postale ou remise en mains propres**

Le pli contenant la candidature et l'offre du candidat porte l'adresse suivante :

- ◆ Communauté d'Agglomération GRAND CALAIS, Terres & Mers
- ◆ 76 boulevard Gambetta
- ◆ CS 40 021
- ◆ 62101 CALAIS

Le pli indique la mention suivante :

"Proposition pour Diagnostics, Contrôles et Essais sur Réseaux d'Assainissement " – lot n° \_\_\_\_

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ◆ Les justifications à produire telles qu'elles sont énumérées à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- ◆ Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- ◆ Le mémoire justificatif demandé au paragraphe C de l'article 3 ci-dessus.

### **Transmission par voie électronique**

Il sera fait application des dispositions de l'arrêté pris en application de l'article 39 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les candidats ne pourront pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Ils présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ◆ Les justifications à produire telles qu'elles sont énumérées à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- ◆ Le projet de marché demandé au paragraphe B et C de l'article 3 ci-dessus.

La transmission dématérialisée ne pourra être exécutée que sur le site Internet suivant :

- ◆ [www.klecoon.com](http://www.klecoon.com)

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

### **Contraintes informatiques**

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la personne publique sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par la personne publique sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

### **Dispositions relatives à la signature électronique**

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat selon les modalités prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie.

### **Dispositions relatives à la copie de sauvegarde**

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- ♦ elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- ♦ elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- ♦ la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- ♦ la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

## Article 5. Examen des offres et attribution du marché

### 5.1 Critères d'attribution

#### **Au stade de la candidature :**

Les candidatures seront jugées au travers des justificatifs demandés à l'article 3 du présent règlement avec les critères suivants pour la sélection des candidats :

#### **Les Capacités Professionnelles, Techniques et Financières**

L'absence de l'une quelconque des pièces énoncées à l'article 3 supra est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.

Les offres des candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes sont également écartées.

#### **Au stade de l'offre :**

##### ♦ **Pour le lot N°1 :**

- Les critères ci-après définis, notés sous forme de points, indiquant le poids respectif de chacun d'entre eux, sont pris en compte pour le choix et le classement des offres :

valeur technique de l'offre	40 points
prix des prestations.	60 points

La description détaillée des critères est la suivante :

#### **La valeur technique d'un candidat**

Elle sera jugée au travers d'un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux (Article 3 du présent règlement).

- ♦ Ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat. En particulier, il devra y être joint les documents ou renseignements suivants :
  - un plan d'assurance qualité (PAQ) décrivant l'installation de chantier et les dispositions envisagées pour gérer la qualité des interventions (5/40).
  - indications concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens humains qui seront utilisés pour les interventions (10/40);
  - liste des matériels, cadre ci-joint dont tous les postes doivent être obligatoirement remplis. (20/40)
  - note indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur les lieux des interventions (5/40);
  - la sous-traitance déclarée ou envisagée;

#### **Le Prix des Prestations**

La formule adoptée pour la cotation des prix est :

- Cotation Prix = 60 x (offre de prix la plus basse/offre de prix analysée)

Pour l'application du critère "prix des prestations", il sera tenu compte du montant total résultant de la somme du produit des prix unitaires, indiqués par les candidats dans le bordereau des prix unitaires, par les quantités estimés ou fictives, précisées dans le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s).

Le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s) n'est (ne sont) donnés qu'à titre indicatif et est (sont) destiné(s) à servir pour le jugement des offres. Il(s) ne préjuge(nt) en rien des quantités réelles qui pourront être commandées. Ce(s) document(s) ne figurera (figureront) donc pas parmi les pièces constitutives du marché.

♦ **Pour le lot N°2 :**

- Les critères ci-après définis, notés sous forme de points, indiquant le poids respectif de chacun d'entre eux, sont pris en compte pour le choix et le classement des offres :

valeur technique de l'offre	40 points
prix des prestations.	60 points

La description détaillée des critères est la suivante :

La valeur technique d'un candidat

Elle sera jugée au travers d'un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux (Article 3 du présent règlement).

- ♦ Ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat. En particulier, il devra y être joint les documents ou renseignements suivants :
  - un plan d'assurance qualité (PAQ) décrivant l'installation de chantier et les dispositions envisagées pour gérer la qualité des interventions (5/40).
  - indications concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens humains qui seront utilisés pour les interventions (10/40);
  - liste des matériels, cadre ci-joint dont tous les postes doivent être obligatoirement remplis. (20/40)
  - note indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur les lieux des interventions (5/40);
  - la sous-traitance déclarée ou envisagée;

Le Prix des Prestations

La formule adoptée pour la cotation des prix est :

- Cotation Prix = 60 x (offre de prix la plus basse/offre de prix analysée)

Pour l'application du critère "prix des prestations", il sera tenu compte du montant total résultant de la somme du produit des prix unitaires, indiqués par les candidats dans le bordereau des prix unitaires, par les quantités estimés ou fictives, précisées dans le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s).

Le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s) n'est (ne sont) donnés qu'à titre indicatif et est (sont) destiné(s) à servir pour le jugement des offres. Il(s) ne préjuge(nt) en rien des quantités réelles qui pourront être commandées. Ce(s) document(s) ne figurera (figureront) donc pas parmi les pièces constitutives du marché.

## 5.2 - Attribution du marché

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande du Représentant du Pouvoir Adjudicateur les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 55 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

A tout moment le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

## Article 6. Renseignements complémentaires

Les renseignements peuvent être obtenus à la même adresse que celle du pouvoir adjudicateur.